

Extrait du Registre des Délibérations
Séance du 26.06.2025
Nombre des Membres en exercice : 77

OBJET : 2025-03-21 - FONCTION PUBLIQUE (4.1.1) – PRECISION RELATIVE AU VERSEMENT DE LA PRIME DE PERFORMANCE ANNUELLE (PPA) VERSEE AUX AGENT(E)S DE DROIT PRIVE DE LA REGIE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

DATE DE CONVOCATION : 19 JUIN 2025

DATE DE PUBLICATION : 30 JUIN 2025

Le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni ce jour, dans la grande salle de réunion au 1^{er} étage du Bâtiment 200, site Kléber, à TOUL (54200), sous la présidence de Monsieur Fabrice CHARTREUX, Président.

| | |
|--------------------------------------|---|
| <u>Etaient présents :</u> | FONTAINE André, TARDY Yvan, COLLET Thierry, CLAUDON Jean-Louis, FONTANA André, HENRION Martine (ayant la procuration de PICARD D.), BONNIN Pierre, PIERSON Marianne, LELIEVRE Jean Luc (ayant la procuration de MARTIN V.), POIRSON Elisabeth, STAROSSE Jean-Luc (départ à compter de la 2025_03_04), PAYEUR Emmanuel (départ à compter de la 2025_03_05), VARIS Pierre, CHARTREUX Fabrice (ayant la procuration de STAROSSE JL. à compter de la 2025_03_04), GUYOT Laurent, PLANCHAIS Viviane, SILLAIRE Roger (ayant la procuration de KNAPEK P.), MAURY Christophe (ayant la procuration de RADER AH.), GUILLAUME Isabelle, DOMINIAK Bernard, WINIARSKI Patricia, GASPARD Isabel, TOUSSAINT André, SITTLER David, VANIER Stéphane (ayant la suppléance de ROSSO M.), ARNOULD Raphaël (ayant la procuration de CARON JF.), LALANCE Corinne, MARIN Karine, TAILLY Jérôme, SAUVAGE Catherine, CHENOT Bernard, JOUBERT Roger, BROUSSIER Cyril (ayant la suppléance de MANSUY T.), PIERSON Chantal (ayant la procuration de SEGALT JF.), CHAPUY Jacques, HENNEBERT Philippe, MOUROLIN Patrick (ayant la suppléance de MATTE JF.), COLIN Xavier, CHENOT Tony, HARMAND Alde (ayant la procuration de MARTIN-TRIFFANDIER E.), DICANDIA Chantal (ayant la procuration de BONJEAN M.), ADRAYNI Mustapha, ALLOUCHI Malika, RIVET Lionel, HEYOB Olivier (ayant la procuration de CAULE E.), ASSFELD LAMAZE Christine, CHANTREL Nancy (ayant la procuration de GUEGUEN M.), BOCANEGRAS Jorge, EZAROIL Fatima, MOREAU Jean-Louis, LALEVEE Lucette, BRETENOUX Patrick (ayant la procuration de ERDEM O.), SIMONIN Hervé, FELTEN Daniel, COUTEAU Jean-Pierre. |
| <u>Etaient excusés :</u> | PICARD Denis, SEGALT Jean-François, RADER Audrey-Helen, KNAPEK Patrice, MONALDESCHI Philippe, ROSSO Michel, CARON Jean-François, MANSUY Thierry, MARTIN Vincent, MATTE Jean-François, MARTIN-TRIFFANDIER Emilien, BONJEAN Myriam, ERDEM Olivier, GUEGUEN Marie, CAULE Emeline, GUYOT Gilles, LAMBERTY Jean-Pol. |
| <u>Avis de procuration :</u> | Du début à la 2025_03_03 : 11 Procurations. De la 2025_03_04 à la fin : 12 Procurations. |
| <u>Avis de suppléance :</u> | 3 Suppléances. |
| <u>Secrétaire de séance :</u> | WINIARSKI Patricia |
| <u>Nombre de présents :</u> | Du début à la 2025_03_03 : 55 Présents. A la 2025_03_04 : 54 Présents. De la 2025_03_05 à la fin : 53 Présents. |
| <u>Nombre de votants :</u> | Du début à la 2025_03_04 : 66 votants. De la 2025_03_05 à la fin : 65 votants. |

Le complément indemnitaire annuel (CIA) est versé en juin n+1 aux agent(e)s de droits publics selon l'atteinte des objectifs de l'année N en complément de l'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE) versée mensuellement.

Conformément aux données présentées lors du débat d'orientations budgétaires, afin d'améliorer les conditions de rémunérations du personnel de la CC2T et de renforcer les outils de management, le CIA lié à l'atteinte des objectifs évaluée chaque année a fait l'objet d'une revalorisation à compter de juin 2025.

Les agent(e)s en contrat de droit privé employés dans les collectivités territoriales et les établissements publics sont exclus du champ d'application du statut propre aux agent(e)s de la fonction publique territoriale. Le régime indemnitaire ne leur est donc pas applicable. Cependant, aucune règle ne s'oppose à ce que l'équivalent d'un tel complément de rémunération soit inclus dans la rémunération des agent(e)s de droit privé, notamment au regard des missions assurées par ces dernier(e)s, à comparer à celles assurées par les agent(e)s de droit public. Il convient de prendre une délibération précisant la dénomination, le montant et les conditions d'octroi.

Vu la convention collective nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement,
Vu la délibération en date du 3 avril 2025 concernant l'application du CIA pour les agents de droit public,
Vu l'avis favorable du comité social territorial (CST) du 6 mars 2025 relatif à la revalorisation du régime indemnitaire annuel aux agents de la collectivité,
Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 13 mars 2025,

Considérant le complément indemnitaire annuel attribué aux agent(e)s de droit public,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des primes dont bénéficient les agent(e)s de droit privé, notamment au regard des missions assurées par ces derniers, à comparer à celles assurées par les agent(e)s de droit public,

Sur la base du rattachement des agents aux groupes issus de la classification propre aux métiers de l'eau, l'autorité territoriale attribue individuellement à chaque agent(e) un montant de prime de performance annuelle compris entre 0 et 100% du montant maximum annuel défini par le groupe.

Ce coefficient d'attribution individuelle est déterminé annuellement (par tranche de 5%) à partir de l'engagement professionnel et de la manière de servir des agent(e)s.

L'autorité territoriale est compétente pour arrêter annuellement les montants de prime de chaque agent. Le montant individuel de prime n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. La décision individuelle d'attribution ou de non-attribution dépendra de l'évaluation annuelle (réalisation des objectifs).

Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Il est proposé à l'organe délibérant que les montants maxima de prime de performance annuelle (PPA) des agent(e)s relevant de la convention collective nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement soient fixés par référence aux plafonds déterminés et applicables aux fonctionnaires de la communauté de communes.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

| Prime de performance annuelle (PPA) spécifique SPIC | | | A titre informatif, référentiel des agents publics (CIA) | | |
|---|---------------------------|------------------------|--|----------------------|------------------------------|
| Groupes de fonctions défini par la convention collective des métiers de l'eau | Emplois | Montants PPA SPIC CC2T | Cadre d'emploi équivalent | Groupes de fonctions | Montants adoptés de CIA CC2T |
| Groupe VIII | Direction d'établiss. | 960,00€ | Ingénieur territorial (catégorie A) | Groupe 1 | 960,00€ |
| Groupe VII | Responsable - ingénieur | 850,00€ | | Groupe 2 | 850,00€ |
| Groupe VI | Responsable de service | 750,00€ | | Groupe 3 | 750,00€ |
| | | | Technicien territorial (catégorie B) | Groupe 1 | 650,00€ |
| Groupe V | Technicien / coordination | 600,00€ | | Groupe 2 | 600,00€ |
| Groupe IV | Technicité et autonomie | 550,00€ | | Groupe 3 | 550,00€ |
| Groupe III | Agent qualifié | 500,00€ | Adjoint technique territorial (catégorie C) | Groupe 1 | 500,00€ |
| Groupe II | Agent d'exécution | 450,00€ | | Groupe 2 | 450,00€ |

En cas de changement de groupe intervenant en cours d'année, le montant attribué sera calculé prorata temporis entre les deux situations.

L'attribution individuelle de la PPA décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'une décision individuelle notifiée à l'intéressé(e).

La date d'effet de la grille est fixée au 1^{er} juillet 2025 (suivant l'évaluation professionnelle de 2024).

Les élu(e)s du conseil communautaire, à l'unanimité, décident de :

- **Valider le régime de complément de rémunération des agent(e)s relevant de la convention collective nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement au titre de la prime de performance annuelle (PPA) tel que précisé ci-dessus**
- **Autoriser l'autorité territoriale à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent(e) concerné(e) au titre de la PPA dans le respect des principes définis ci-dessus**
- **Prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires**

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an avant-dits.

Le Président,
Fabrice CHARTREUX